

Mairie de Le Biot
A l'attention de Monsieur le Maire
Chef-Lieu
74430 LE BIOT

Pôle Territoires
Dossier suivi par Pascal MORNEX – site d'Annecy
04.50.88.18.12 – 06.16.67.58.46
Réf : PJ/PM/mg

ANNECY
Siège social

52 avenue des Iles
74994 ANNECY CEDEX 9
Tél : 04 50 88 18 02
Fax : 04 50 88 18 08
contact@haute-savoie.chambagri.fr

Annecy, le 11 février 2017

**Objet : Avis de la Chambre d'Agriculture sur le projet arrêté de
révision du P.L.U. de la commune de Le Biot.**

SAINT BALDOPH

40 rue du Terraillet
73190 SAINT BALDOPH
Tél : 04 79 33 43 36
Fax : 04 79 33 92 53
contact@savoie.chambagri.fr

Madame le Maire,

Nous vous prions de trouver ci-après l'avis de la Chambre d'Agriculture sur le projet arrêté de révision du P.L.U. de la commune de Le Biot.

Nous constatons que les objectifs de révision du P.L.U. consistent en un projet de maîtrise raisonnée du développement urbain, comprenant la priorisation et le confortement du développement sur les deux pôles principaux au chef-lieu et sur le village de Richebourg avec d'une part, une rationalisation de l'aménagement comprenant une inscription de plusieurs orientations d'aménagement et de programmation structurant le développement de l'urbanisation, avec une typologie d'habitat plus variée permettant d'optimiser l'espace. D'autre part, on constate une réduction stricte du développement sur les autres secteurs habités secondaires par une limitation des extensions au sein de l'enveloppe urbaine.

Ce projet d'aménagement permettra ainsi de préserver les espaces naturels mécanisables présents, et le parcellaire agricole attenant aux sièges d'exploitations, sites essentiels pour assurer la pérennité de l'activité agricole et pastorale du territoire.

Au final, la Chambre d'Agriculture émet un avis favorable sur le projet de révision du PLU arrêté, sous la réserve de prise en compte des demandes ci-après mentionnées.

Les observations et demandes de modifications portent plus précisément sur les points suivants :

✎ **Sur le P.A.D.D.**

Nous prenons bonne note des orientations inscrites permettant de pérenniser dans ses différentes fonctions économiques, environnementales et paysagères en préservant et pérennisant d'une part les espaces agricoles et pastoraux, ensuite les sites d'exploitations et garantir leur fonctionnalité par l'application de la règle de réciprocité en évitant le rapprochement de l'urbanisation à proximité des fermes et en permettant le maintien des ouvertures vers les parcelles de convenance, et enfin, la préservation des circulations et accès aux espaces agricoles.

Par ailleurs, l'objectif de stopper la dispersion de l'urbanisation est clairement affirmé permettant d'éviter un mitage des espaces agricoles dont les espaces d'alpage et maintenir leur bonne fonctionnalité et leur entretien.

✎ **Sur le zonage :**

✎ **Secteur de Richebourg -zone 1AUX-OAP3**

Sans remettre en cause la volonté de renforcer le développement économique et les orientations déclinées par le SCot du Chablais, on s'interroge sur le nouvel emplacement de la zone artisanale qui vient s'implanter en contiguïté de la zone urbanisée de « Richebourg » sur un secteur facilement mécanisable exploité par l'agriculture, configuration de terrains relativement rares sur le territoire communal.

En effet, nous soulignons la présence actuelle de la zone d'activité sur le site de la « Vignette » et pour laquelle une extension en continuité aurait pu être identifiée, reprenant celle identifiée à ce jour dans le document d'urbanisme en vigueur, permettant ainsi de limiter les emprises sur des espaces facilement exploitables.

Nous rappelons plus globalement la nécessité d'un développement des zones d'activités qui s'intègre dans le cadre d'une véritable politique mutualisée à l'échelle intercommunale afin de participer à une véritable gestion économe de l'espace.

✎ **Sur le règlement :**

✎ **Zone A : article 2.A. Hors secteur Aa :les constructions à usage de logements**

Nous demandons le remplacement de l'alinéa sur « *les constructions à usage de logements liées aux exploitations professionnelles.....120 m2 de surface de plancher* » par la formulation suivante : « un seul logement de surveillance accolé ou intégré au bâtiment d'exploitation peut être autorisé dans la limite de 40 m2 de surface de plancher »

✎ **Zone A : article 2.A. Hors secteur Aa : les constructions et installations nécessaires à l'élevage hors solà 150 Mètres des zones urbaines ou à urbaniser.**

Nous rappelons que les exploitations agricoles d'élevage peuvent relever de deux réglementations sanitaires différentes définissant elles-mêmes des règles de distances de recul vis-à-vis des immeubles habituellement occupés par des tiers.

Nous demandons par conséquent le retrait de cette règle de 150 mètres mentionnée dans le règlement qui peut limiter des implantations de bâtiments agricoles relevant soit du régime Règlement Sanitaire Départemental (RSD) mentionnant une distance de 50 mètres, soit du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) édictant une règle de 100 mètres.

Par conséquent, au regard des observations mentionnées, notre Compagnie émet un avis favorable au projet arrêté de révision du P.L.U. de la commune de le Biot sous la réserve de prise en compte des demandes complémentaires.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame le Maire, l'expression de nos respectueuses salutations.

Patrice JACQUIN,
Président de la Chambre Interdépartementale
d'Agriculture Savoie Mont-Blanc

